

CHUT, NE LE DITES A PERSONNE... OU PRESQUE !

Octobre 2024

>> Le pouvoir des parents.

Quand l'institution ferme des classes ou dysfonctionne, nous, les personnels sommes souvent ignorés, voire méprisés. Nous sommes plus fort·es quand on agit à plusieurs, entre collègues et/ou avec un syndicat. Mais dans de nombreux cas, on aurait tort de se priver de l'appui des familles. Les informations portées à la presse par des mères ou un pères indigné·es qui parlent des conditions d'accueil de leur(s) enfant(s) permet souvent de forcer la main de nos supérieur·es. Cela ne remplace pas nos mobilisations, mais on aurait tort de se priver d'un tel pouvoir!

>> École inclusive : la poudre de perlimpinpin !

On continue à balader les AESH pour un accompagnement trop réduit et ne répondant pas aux besoins des élèves. Rien ne change.

>> Des évaluations nationales sous le signe de la résignation.

Les premières remontées de terrain que nous avons ne montrent ni une farouche révolte contre la généralisation des évaluations nationales, ni un engouement profond. Tel un VRP insistant, le Ministère a placé un pied dans la porte il y a quelques années avec les classes de CP et on n'ose plus lui dire de quitter le salon. Certes, des collègues voient d'un bon oeil le fait d'avoir une évaluation diagnostique de début d'année pour situer leurs élèves. Toutefois, nombreuses et nombreux s'interrogent sur les conséquences possibles de la centralisation des résultats et de leur analyse. Qu'est-ce que nos chef·fes peuvent en faire? Un outil de mise en concurrence des établissements ? En s'appuyant sur les évaluations d'écoles et d'établissements, un outil de mise en concurrence entre collègues?

Sa prise en compte pour choisir qui méritera une bonne place dans leurs Petits Papiers de Chef·fe Rapporteur·euse (PPCR) (*ou Rancunier·ère ou Répressif·ive*) ?

>> Palestine-Gaza : Génocide

La **Nakba** en 1948 commence avec plus de 600 villages détruits ainsi que des quartiers entiers de villes. **C'est une guerre de l'eau qui dure depuis 57 ans.** Le Jourdain est détourné vers Israël. **C'est une occupation violente** avec les forces de sécurité israélienne doublées en Cisjordanie. Ce à quoi il faut ajouter **le mur de l'apartheid** qui pourrit la vie de la population palestinienne. En Cisjordanie dont **Jérusalem Est**, les villes, **les camps de réfugié·es sont régulièrement attaqués.** On compte plus de 633 palestinien·nes tué·es et 5200 blessé·es. Une dizaine de journalistes tué·es et une cinquantaine en détention administrative. **Les terres sont volées** : plus de 2500 hectares ont été saisis avec démolition de villages, maisons et propriétés palestiniennes. Des villages entiers sont rayés de la carte. Le 28 août Israël a lancé une opération militaire de très grande ampleur en Cisjordanie occupée appelée « **camp d'été** ». C'est la plus grande offensive depuis la seconde intifada. **En Cisjordanie, le nettoyage ethnique se poursuit** et la fureur des colons se déchaîne chaque jour plus sauvagement. **La crise sanitaire se conjugue à la crise humanitaire**, la variole, la polio menacent. Il faut aussi dire que tout est rasé, les cimetières, les monuments, les mosquées, les églises, les routes, la végétation, les cultures, les sources d'eau. **Tout ce qui peut permettre la vie est détruit ainsi que tout ce qui rappelle la vie des Gazaoui·es d'avant.** **Toutes les situations décrites montrent que nous avons affaire à un génocide.** Ceux et celles qui ne disent rien, qui fournissent les armes comme les États-Unis, la France, la

Grande-Bretagne, l'Allemagne sont-ils génocidaires ? La question peut se poser ?

L'article dans son entier : sudeduc14.fr

>> Un professeur meurt dans l'indifférence : silence ... même pas une minute !

Début août dernier, un collègue d'un établissement du Calvados s'est suicidé. La cheffe de l'établissement n'a pas prévenu l'ensemble des personnels dès qu'elle l'a su. Une partie a appris la terrible nouvelle le jour de la pré-rentrée. Pis, rien n'a été prévu pour l'annoncer aux élèves présent·es l'an dernier dans l'établissement. Un grand mal-être s'est installé au sein de la communauté de l'établissement. Les questions sont restées sans réponse et les personnels ont dû prendre des initiatives pour honorer la mémoire de leur collègue. Ils et elles sont resté·es seul·es face au questionnement des élèves, une minute de silence ne leur a pas été accordée. Domine un sentiment d'abandon, de mépris et surtout de colère face à cette situation dramatique. Cette dégradation de la gestion inhumaine, sans aucune empathie, des personnels est insupportable. Outre cette gestion calamiteuse de l'information, la DSDEN n'a pas rempli ses obligations envers la Formation Spécialisée Santé Sécurité et Conditions de Travail (F3SCT) du Calvados. En effet, conformément à la loi, **la présidente de la F3SCT doit prévenir les membres dès qu'un personnel meurt brutalement.**

Les conditions de rentrée étaient déjà singulières, était-ce utile de générer un climat pathogène et ainsi de détériorer les conditions de travail dès la rentrée ?

>> Des parents présumés terroristes.

Cette nouvelle rentrée semble à nouveau sous le signe des bonnes relations école-famille préconisées par notre ministère. Le jour de la pré-rentrée, les prof·es des écoles ont appris que les parents avaient interdiction de passer les grilles et devraient donc rester sur le trottoir. Exceptés les parents des Petites Sections. Comme d'habitude, nous avons improvisé pour limiter la casse de la confiance que l'on construit patiemment avec les familles. SAUF QUE les parents peuvent entrer dans les autres établissements (collège, lycée) ainsi que dans

les mêmes écoles pour la garderie, pour les réunions de rentrée ou pour les réunions de remise des résultats d'évaluations nationales. On a même entendu parler d'école où les parents ont pu entrer car l'IEN était présent. Sa seule présence faisant fuir n'importe quelle menace terroriste probablement. Cette année il semble donc que la cohérence on devra aller la chercher sur le trottoir.

>>Jean-Léonce Dupont s'en va-t-en résistance !

Après sa bataille pour la fermeture du collège du Val de Vire, le président du conseil départemental du Calvados décide de s'attaquer à ... la région Ile-de-France. En effet, dans Ouest France, il déclare commencer à réfléchir pour "bloquer les approvisionnements ferroviaires, maritimes et routiers pour qu'ils se rendent compte de l'importance de la région normande.". Mais pendant ce temps, les établissements scolaires du département sont surchargés et les conditions d'enseignement se dégradent encore et encore. Mais l'honneur de la région sera sauf. Merci qui ?

>>Les règles changent pour le remplacement des AED... aucun écrit pour le prouver

Pour un remplacement d'AES, c'est maintenant à partir de 10 jours d'absence, et seulement à 80% du service !

Le seul remplacement possible en dessous, c'est donc de prendre sur les heures de semaines administratives des collègues en interne, donc dans la limite des enveloppes d'heure annualisées. Autant dire que c'est limité ! De quoi encore plus faire culpabiliser les AED qui prendront des arrêts maladies, des absences syndicales, des congés formation : on compte sur la bienveillance des chefs pour respecter les droits des personnels bien sûr !

Espérons surtout que les dortoirs non-remplacés seront bien fermés et non laissés « en autonomie » sans surveillance... espérons...

A vos stylos ! A vos claviers !

Si vous aussi vous vivez des aventures extraordinaires, si vous voulez faire part d'un coup de gueule, d'un témoignage, d'une info ou proposer un dessin, écrivez à :

sudeduc14@free.fr